

CONCLUSIONS

RELATIVES A L'ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION
D'UTILITE POUR LA REVISION DES PERIMETRES DE PROTECTION
DU CAPTAGE D'EAU POTABLE D'ALOS SUR LA COMMUNE DE
JONQUIERES

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS REUNI D'ORANGE

Arrêté préfectoral du 21 octobre 2021

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays Réuni d'Orange en sa séance du 17 septembre 2020 autorisant la procédure de déclaration d'utilité publique et la saisine du juge de l'expropriation le cas échéant ;

Vu les pièces du dossier soumis à enquête ;

Vu les plans parcellaires des immeubles dont l'acquisition est nécessaire à la réalisation ;

Vu la liste des propriétaires tels qu'ils sont connus d'après les documents cadastraux et les renseignements recueillis par l'expropriant ;

Vu les analyses produites par l'Agence Régionale de Santé ;

Considérant que la commune de Jonquières est alimentée en eau potable exclusivement depuis le captage d'Alos ;

Vu l'arrêté préfectoral d'exploitation du 29/09/1979 basé sur l'avis de l'hydrogéologue agréé M. TRUC ;

Considérant que le captage d'Alos (non classé Grenelle) a été associé à une démarche d'études et d'actions engagée sur le captage des Neuf Fonts classé « captage prioritaire » au titre du Grenelle de l'Environnement (loi du 3 août 2009 dite Grenelle 1) dans le cadre du SDAGE 2010-2015, visant à reconquérir une eau de qualité ;

Considérant que le captage a fait l'objet d'une étude de la vulnérabilité intrinsèque au sein du BAC défini (IDEES EAUX 2012) ;

Considérant que le captage a fait l'objet d'une étude hydrogéologique définissant la Bassin d'alimentation du Captage (IDEES EAUX 2012) ;

Considérant que le captage a fait l'objet d'une proposition d'un plan d'action avec la définition de mesures agro-environnementales nécessaires à la reconquête de la qualité du milieu naturel (ALLIANCE ENVIRONNEMENT, 2014-2015) ;

Considérant, l'avis favorable, sous réserve du respect des préconisations, rendu en 2017 par l'hydrogéologue agréé M. Vincent VALLES afin d'instaurer de nouveaux périmètres ;

Au vu du respect des périmètres de protection des zones de captage d'eau destinée à la consommation humaine ;

Considérant les avis du public récoltés dans le cadre de l'enquête ;

Considérant, l'absence d'opposition sur la préservation de la ressource et l'utilité publique du captage de la part du public ;

Considérant les réponses apportées par la collectivité aux questionnements émis durant l'enquête et relatés dans le procès-verbal de synthèse ;

En conclusion, le commissaire enquêteur au regard des enjeux de santé publique et notamment de reconquête d'une eau de qualité et de son importance pour l'alimentation en eau potable pour la commune de Jonquières donne un **AVIS FAVORABLE** à la déclaration d'utilité publique.

A Mazan, le 17 janvier 2022

Le Commissaire Enquêteur, Virginie LIABEUF

